

INTA - Biodiversité & nature urbaine : investir dans un avenir plus sain

Synthèse de la 3^e conférence

Date : 23 avril 2025 • 16 h-17 h

Contexte : troisième volet du cycle INTA 2025-2026 consacré à la **culture de la santé urbaine**.

Objectif du cycle Promouvoir une approche holistique de la santé en ville ; sensibiliser la communauté professionnelle de l'urbain à l'impact de l'environnement physique sur le bien-être.

Conférences précédentes

1. *Qu'est-ce que la culture de la santé urbaine ?*
 - Christer Larsson et John Pløger
2. *Santé mentale, solitude et environnement urbain*
 - Étienne Lhomet, Léa Portier et Tamara Yazigi.

Résumé de la Conférence « Biodiversité et nature urbaine : pourquoi et comment investir pour un avenir plus sain »

Intervenants

- **Thomas Randrup**, professeur, SLU (Suède) – spécialiste gouvernance/gestion des espaces verts.
- **Karin Krasig Peschardt**, architecte-paysagiste PhD, responsable bio-stratégie, commune de **Holbæk**(Danemark).
- **Helle Juul** (Présidente INTA)

Introduction par Helle Juul

Rappel de la stratégie INTA 2024-2026 centrée sur la culture de la santé urbaine.

- Actions en cours : newsletter et flux LinkedIn (Jacques Gally), cartographie mondiale des membres.
- Publication de rapports de terrain (Venise ; prochain entretien Christer Larsson).
- Objectif général : créer des panels, accompagner villes & entreprises vers des approches innovantes de la santé.

Points essentiels de l'exposé de Thomas B. Randrup (Université suédoise des sciences agricoles)

Cadre général

- Les espaces verts urbains sont désormais au cœur de multiples **agendas** (santé, climat, biodiversité, gestion des eaux pluviales).
- Depuis 2000 les publications associant « urbain » à ces thèmes ont explosé : preuve d'un intérêt scientifique et politique croissant.

Concept clé : multifonctionnalité

- Ce n'est pas seulement la **quantité** de verdure qui compte : la **qualité** (diversité d'espèces, bonne combinaison) détermine les services rendus : refroidissement, bien-être, biodiversité.
- Étude nationale (15 000 répondants) : au-delà de **300 m** d'un espace vert, l'usage chute ; la proximité reste un marqueur de santé publique.

Défis observés (études nordiques)

- **Densification** : pression maximale sur le centre-ville ; la périphérie, moins entretenue, voit parfois la biodiversité progresser.
- **Parcs centraux** : petits, fragmentés, programmés, moins « naturels » → impact santé moindre.
- **Organisation en silos** : budgets et compétences éclatés entre 10 unités ou plus ; faible coordination horizontale et verticale.

Écart politique–pratique

- Les plans d'urbanisme affichent tous des villes « vertes et saines », mais sans cibles géographiques, délais ni moyens → les gestionnaires ne s'y réfèrent guère.
- Besoin d'objectifs concrets et mesurables dans les documents stratégiques.

Freins identifiés

- Absence de mandat légal clair (sauf avancée récente : **loi européenne 2024 sur la restauration de la nature**).
- Manque de financements dédiés et de preuves quantitatives sur le retour santé/économie.
- **Culture de l'ingénierie** : réticence à sortir des méthodes éprouvées ; résistance au changement sur le terrain.
- **Alignement** politique ↔ tactique ↔ opérationnel.

Clés proposées

- Données locales plus robustes (co-bénéfices santé/biodiversité).
- Concertation réelle des parties prenantes, au-delà des auditions formelles.
- Gestion du changement : accompagner les équipes pour adopter des approches plus intégrées.

Conclusion : Pour que les espaces verts répondent simultanément aux objectifs de santé, de climat et de biodiversité, il faut dépasser la simple création de parcs : cela exige une gouvernance cohérente, des indicateurs de performance clairs et un engagement politique soutenu.

Intervention de Karin Krasig Peschardt (*Responsable bio-stratégie, commune de Holbæk – Danemark*)

Contexte municipal

- **Holbæk** : territoire vaste, deux pôles urbains (30 000 hab. / 20 000 hab.).
- Forte croissance démographique liée au départ de ménages de Copenhague → nouveau pouvoir de négociation avec les promoteurs (exigences nature & santé).

Défis planification	<ul style="list-style-type: none"> • Urgence climatique & érosion de la biodiversité. • Santé urbaine encore sous-estimée dans les arbitrages. • Décalage entre ambitions nationales et priorités locales - dépendance forte aux élus municipaux.
Outils de gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de planification (début de mandat) : fusion de 10 documents épars → 4 thèmes clairs : développement urbain/rural, nature-biodiversité, attractivité économique, climat. • Plan municipal(document juridiquement contraignant) : traduire la vision en règlements opposables → base de négociation avec les promoteurs.
Approche multifonctionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Plus un projet coche d'objectifs (biodiversité + gestion eaux pluviales + îlots de chaleur + bien-être), plus l'argumentaire est fort et le soutien politique probable.
Jeux de données mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> • Règle 3-30-300 (3 arbres visibles, 30 % de canopée, 300 m d'un espace vert) : cartographie rouge/vert facile à comprendre pour les élus. - Cartes îlots de chaleur : évidence que maisons de retraite & lycées sont en zone critique → priorité plantations. - Cartes risque inondation (pluie 100 ans) : imposent des aménagements de rétention dans les nouveaux quartiers.
Cas pratique marquant	<p>Zone affectée par de forts risques d'inondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2,5 ans de dialogue promoteur/municipalité. • Urbanisation limitée à la partie sèche ; le reste devient parc de gestion hydraulique et corridor vert. → Le « problème » devient atout paysager et sanitaire.
Facteurs de réussite	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique... ou ténacité administrative quand elle manque. • Données lisibles pour convaincre décideurs & citoyens. • Implication précoce des habitants (ateliers) : renforce l'adhésion et facilite l'adoption par les élus.
Message final	<p>Les municipalités doivent passer d'objectifs santé-nature « sympathiques » à des prescriptions concrètes. Cela suppose : • un cadre réglementaire clair, • des preuves locales (cartes, indicateurs), • et le courage de négocier fermement avec les aménageurs.</p>

Conclusion : « Plus une action verte répond à plusieurs enjeux — *biodiversité, chaleur, inondations, bien-être...* — plus elle devient incontournable pour les décideurs. »

Discussion – Points clés

1. “Densifier” les espaces verts pour l'équité
Proposé : parler de densification **verte** plutôt que bâtie pour réduire les inégalités ?

- **Thomas Randrup** : certaines villes internalisent déjà cette idée, mais la pression reste forte sur les parcs centraux ; risque de parcelles plus petites et fragmentées. Dilemme récurrent entre compacité urbaine et préservation du vert.
 - **Thomas Randrup** : les obstacles (silos, lenteur décisionnelle, manque de courage) sont **mondiaux** ; mêmes difficultés observées à Buenos Aires qu'en Scandinavie.
- 2. Audace politique ailleurs ?**
- **Karin Peschardt** : ateliers et réunions publiques systématiques ; 18 secteurs avec un agent de liaison dédié ; plateforme web participative en développement. Objectif : pression « douce » sur les élus via implication continue.
- 3. Engagement citoyen / outils numériques**
- **Thomas Randrup** : virage vers la **recherche appliquée** ; projets UE exigent équipes multi-acteurs et impacts mesurables ; reste un écart à combler entre publications et mise en œuvre.
 - **Karin Peschardt** : temps politique limité → condenser des preuves actionnables ; collaborations universitaires utiles, mais gourmandes en ressources.
- 4. Transfert recherche → pratique**
- Les données (indicateurs, cartes) + exemples concrets restent plus persuasifs que les principes abstraits ; importance de présenter rapidement des retombées tangibles (santé, économie, image).
- 5. Convaincre les élus**